

## Comment optimiser les projets de développement rural ?

Trois publications récentes présentent des méthodes visant à optimiser la mise en œuvre de projets de développement en milieu rural. Si elles ne permettent évidemment pas de résoudre tous les problèmes, elles n'en donnent pas moins des indications fort utiles dans des domaines spécifiques :

**Participatory Innovation Development (PID)**: soit un processus participatif, par lequel la population rurale locale investigate et développe des innovations en collaboration avec des chercheurs et des conseillers. L'idée consiste à combiner le savoir indigène, souvent intuitif mais toujours en prise directe sur les réalités locales, et le savoir scientifique des chercheurs, dans le but d'identifier, au moyen d'expériences pratiques, de nouvelles pistes utiles. La méthode PID vise principalement deux objectifs:

- élaborer des solutions nouvelles susceptibles d'améliorer les conditions de vie de la population
- encourager l'esprit d'initiative, ainsi que l'inventivité des participants.

Le processus peut déboucher par exemple, sur l'introduction de plantes de culture, de techniques agraires ou de formes d'organisation nouvelles. Pour la mise en œuvre du PID, un manuel basé sur des expériences pratiques propose un mode d'emploi concret, articulé en modules, du lancement du processus jusqu'à l'évaluation et à la diffusion des résultats, en passant par la planification et la réalisation de projets pilotes. Cet ouvrage fournit une aide précieuse, tout spécialement aux personnes désireuses d'introduire le PID dans le cadre d'un projet concret.

*Des villageois planifient une expérience PID avec la collaboration d'un universitaire dans le but d'améliorer les revenus tirés de l'exploitation forestière privée dans le centre du Vietnam. Photo : Elisabeth Katz*



**Rapid Market Appraisal (RMA)** : il s'agit d'une méthode permettant de se faire rapidement une idée sur des systèmes de marché complexes. Le RMA se base notamment sur des interviews avec des personnes clés – clients, commerçants, producteurs et autorités – complétées par des observations et des sources d'information secondaires. Idéalement, la méthode est mise en œuvre par une équipe multidisciplinaire de spécialistes externes et d'intéressés locaux. Elle vise un triple objectif :

- former les personnes concernées à l'échelle locale et les sensibiliser aux problèmes et questions des marchés;
- générer des informations utiles sur les marchés à l'attention des producteurs et des commerçants et
- inciter les producteurs à commercialiser ensemble leurs produits.

Cette méthode se focalise sur la demande, allant ainsi à rebours de l'approche habituelle des projets de développement, trop souvent axés

## Table des matières

Article de fond	
<b>Comment optimiser les projets de développement rural ?</b>	<b>1</b>
D'intérêt courant	
<i>Politique</i>	
<b>Commerce et réseaux de savoir : leçons apprises</b>	<b>3</b>
<b>Une place à l'éthique dans l'avenir des forêts</b>	<b>3</b>
<b>Thématiser les risques climatiques dans la planification du développement</b>	<b>4</b>
<b>L'agriculture africaine, entre espoir et potentiel</b>	<b>4</b>
<b>Forêt et eau : gestion d'une interrelation</b>	<b>5</b>
<i>Mise en œuvre</i>	
<b>Institutionnaliser une gestion participative des ressources naturelles</b>	<b>6</b>
<b>Les produits forestiers non ligneux en Afrique</b>	<b>6</b>
<i>Recherche</i>	
<b>La fertilité du sol – un défi pour la recherche en Afrique</b>	<b>7</b>
<b>La préservation d'une réserve forestière à partir du savoir indigène</b>	<b>7</b>
<b>Coopératives caféières : un succès grâce au commerce équitable</b>	<b>8</b>

## ARTICLE DE FOND

sur la production. La récente publication, qui se présente sous la forme d'une boîte à outils, décrit la méthode et les instruments correspondants, ainsi que des projets réalisés au Kirghizistan et au Vietnam. Ces exemples concrets montrent qu'il n'est pas facile de transmettre la méthode RMA et de mieux faire comprendre les mécanismes du marché aux collaborateurs locaux, et qu'il convient dès lors d'accorder une très grande attention à la valorisation des résultats.

**Going Public** : cette nouvelle méthode conseille les paysans en milieu rural en utilisant des lieux publics, par exemple la place du marché, la gare des autobus, etc., pour entrer en contact de manière spontanée avec un plus grand nombre de personnes. Des conseillers spécialisés ont déjà plusieurs fois utilisé cette méthode avec succès en Bolivie et au Bangladesh. Ils ont informé les paysans au moyen de matériel visuel sur le traitement de maladies affectant les pommes de terre ou les pêches, et sur une nouvelle méthode pour sécher le riz. Les paysans se sont montrés très intéressés et ont participé activement aux démonstrations, fournissant en retour aux experts des informations fort utiles. Interpellés dans un environnement familier, les paysans sont moins réservés dans les échanges que dans d'autres situations de conseil. Grâce à la méthode *Going Public*, il est possible d'atteindre un grand nombre de personnes avec un investissement financier minimum. Mais évidemment, la méthode ne convient pas pour toute communication pré suppose par ailleurs que le conseiller soit excellent communicateur et improvisateur.

### SOURCES

*Finding new things and ways that work. A Manual for Introducing Participatory Innovation Development (PID).* U. Scheuermeier, E. Katz, S. Heiland. Swiss Center for Agricultural Extension (LBL), Lindau, March 2004. 244 p. [www.lbl.ch/internat/services/publ/publicat/new\\_things/finding.htm](http://www.lbl.ch/internat/services/publ/publicat/new_things/finding.htm)

*Clients First! A Rapid Market Appraisal Tool Kit. Theoretical background and experiences from various RMA events. Experience and Learning in International Co-operation – Helvetas Publications, No.3.* S. Joss, H. Schaltenbrand, P. Schmid. Helvetas, 2004, 49 p. [www.helvetas.ch/deutsch/schwerpunkt/pdf/Client\\_%20First\\_lowres.pdf](http://www.helvetas.ch/deutsch/schwerpunkt/pdf/Client_%20First_lowres.pdf)

*Going Public: A New Extension Method.* J. W. Bentley et al. in: *International Journal of Agricultural Sustainability*. Vol. 1, No. 2, 2003. p.108-123. (résumé de la méthode : [www.new-agri.co.uk/02-2/develop/dev05.html](http://www.new-agri.co.uk/02-2/develop/dev05.html))

## Trade Knowledge Network: leçons apprises

« Le commerce est-il bon ou mauvais pour l'environnement ? Non. » Cette question-réponse laconique est le titre du premier chapitre de l'ouvrage *Lessons Learned on Trade Sustainable Development* qui présente une synthèse de six ans de recherche du Trade Knowledge Network (TKN) et un florilège de faits, utiles tant aux profanes intéressés qu'à ceux qui connaissent déjà bien le débat sur le commerce et le développement durable.

Entre 1998 et 2004, des établissements de recherche des huit pays parties au TKN (Afrique du Sud, Argentine, Bangladesh, Chili, Chine, Costa Rica, Pakistan et Vietnam) ont mené de vastes études nationales qui ont été complétées par des recherches thématiques à l'échelle internationale. On y arrive à la conclusion que le commerce et la liberté de commerce peuvent être, dans certains cas, bénéfiques pour l'environnement naturel et social, dans d'autres cas non, et souvent les deux à la fois. Les auteurs relèvent des opportunités à saisir plus spécialement dans le segment « vert » du marché des exportations. L'exportation de produits écologiques (aquaculture, produits forestiers, produits agricoles) et l'écotourisme peuvent même se traduire par des solutions « win win ». En effet, ces formes de commerce tiennent compte de l'aspect de la protection de l'environnement, tout en générant une croissance économique par la création de nouveaux marchés. Mais il faut pour cela des institutions environnementales et commerciales fortes, agissant de concert et présentes aux niveaux national et international. C'est la seule manière de garantir l'élaboration et le contrôle de standards acceptés.

### SOURCE

*Lessons Learned on Trade and Sustainable Development.*  
Aaron Cosbey. IISD. Geneva, 2004.  
48 p. Le livre est accompagné d'un CD contenant toutes les recherches TKN effectuées (plus de 40 contributions, dont plusieurs en espagnol). Version électronique disponible.  
[www.tradeknowledgenetwork.net](http://www.tradeknowledgenetwork.net)

## Une place à l'éthique dans l'avenir des forêts

Dans son article, D. Macqueen compare les démarches internationales de négociations en foresterie à la préparation, puis la mise en place, en 2000 à La Haye, d'une initiative pour une charte de la terre. Il met en opposition le caractère de l'approche actuelle des instances de négociation (IPF/IFF, UNFF), qu'il juge relativement individualiste et liée aux valeurs matérielles, à une approche qui viserait plutôt un processus de négociation de long terme, aboutissant à des principes éthiques reflétant les aspirations collectives de la « communauté globale ».

De manière intéressante et relativement osée, il envisage une révolution « silencieuse » qui pourrait même influencer la souveraineté des nations en donnant un nouveau sens à « l'interdépendance globale ». Le discours paraît théorique, mais l'auteur a la sagesse de reconnaître qu'il n'a que l'ambition de démontrer la légitimité d'une mise au point de « l'éthique forestière » comme un champ d'étude et un sujet de dialogue constructif pour l'avenir. Son argumentation mérite notre attention : il met en doute les capacités des mécanismes de marché de donner aux forêts une valeur comparable à d'autres types d'utilisation des terres, et préconise donc un changement qui toucherait l'éducation et le système de valeurs, plutôt que des réorientations politiques de court terme.

### SOURCE

*Forest Ethics: the role of ethical dialogue in the fate of the forests.*  
Duncan Macqueen. Edinburgh, IIED, 2004. 20 p.  
[www.iied.org/docs/flu/Forest\\_ethics\\_final.pdf](http://www.iied.org/docs/flu/Forest_ethics_final.pdf)

## Thématiser les risques climatiques dans la planification du développement

Divers modèles montrent qu'un réchauffement climatique de 2 à 3,5° aura pour effet une baisse de 9 – 25% du revenu des activités agricoles en Inde. Une fois de plus, ce sont les groupes de population les plus démunis qui sont les plus exposés aux risques provoqués par les changements climatiques. Leur vulnérabilité est d'autant grande que leur capacité à gérer ces risques et à s'en remettre est petite. Dans une série de feuilles de route (« Key Sheets »), le département britannique pour le développement international (DFID) recommande d'intégrer les risques climatiques en tant que thématique transversale dans la planification de toutes les activités de développement. Le poids est mis notamment sur les mesures nationales. Trois étapes concrètes qui aident à concevoir des politiques nationales de développement de manière à augmenter la capacité de résistance sont proposées :

- d'abord, s'arrêter et réfléchir aux répercussions possibles du changement climatique sur les stratégies de lutte contre la pauvreté ;
- ensuite, traiter en priorité les domaines auxquels le changement climatique confère une certaine urgence ;
- enfin, procéder à l'adaptation des stratégies nationales qui sont directement concernées par le climat.

Conçus pour les collaborateurs et partenaires du DFID, les treize « Key Sheets » articulent la thématique complexe de l'adaptation au changement climatique

en domaines clairement délimités, par exemple « Climat et santé des populations pauvres », « Premiers pas vers l'adaptation » ou « Une information correcte aide les pauvres à faire face au changement climatique ». Les interactions sont brièvement expliquées thématiquement et des recommandations concrètes formulées sur les mesures à prendre et les conditions-cadre à établir au niveau des pays.

### SOURCE

*Key Sheets on Climate Change and Poverty, DFID 2004.*

[www.dfid.gov.uk/pubs/files/climatechange/keysheetsindex.asp](http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/climatechange/keysheetsindex.asp)

## L'agriculture africaine, entre espoir et potentiel

En Afrique, malgré une augmentation de la production, la ration alimentaire disponible par personne a baissé depuis 1990 en raison de la croissance démographique. Face à cette évolution, le secrétaire général de l'ONU a chargé des chercheurs de l'InterAcademy Council d'étudier comment la science et la technologie pourraient contribuer à améliorer la situation.

Parmi les mesures proposées à court et à long terme, on relèvera la proposition hardie de s'orienter vers quatre systèmes multiples au lieu de dix-sept systèmes agraires traditionnels. La communauté des chercheurs en attend une augmentation massive de la productivité, et ainsi de la sécurité alimentaire en Afrique, par analogie aux expériences faites avec la « révolution verte » en Asie. Mentionnons encore, parmi les autres mesures proposées, le développement de technologies plus appropriées intégrant davantage le savoir indigène, la fabrication sur place des équipements agricoles et l'application correcte de pratiques agricoles conventionnelles et biotechnologiques en fonction du terrain. On préconise également l'engagement de techniques d'information et de communication modernes à tous les niveaux, ainsi

qu'une coordination plus poussée de l'agriculture avec des domaines connexes comme la formation et la santé. Selon les auteurs, le plus grand défi consisterait à orienter davantage recherche sur l'agriculture vers les clients et les résultats, en impliquant les paysans.

### SOURCE

*Realizing the Promise and Potential of African Agriculture. InterAcademy Council (IAC) Report. 2004. 266 p.*  
[www.interacademycouncil.net/report.asp?id=6959](http://www.interacademycouncil.net/report.asp?id=6959)

## Forêt et eau : gestion d'une interrelation

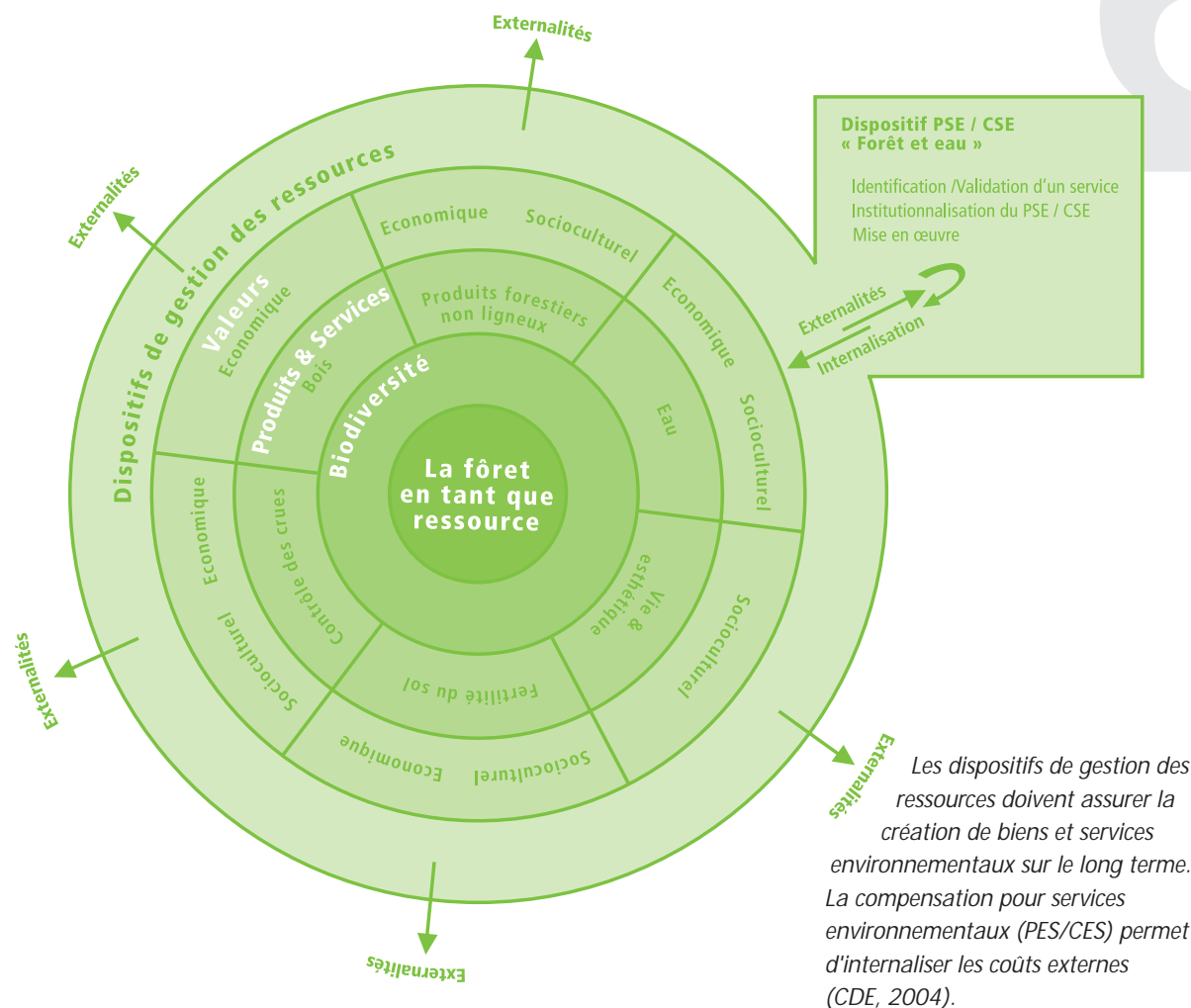
De par sa biodiversité, la forêt génère un assortiment de produits et services ayant une valeur économique, sociale ou culturelle pour l'homme (voir figure). Les dispositifs de gestion des ressources doivent assurer la création et la maintenance de ces biens et services environnementaux sur le long terme. Cependant, ils occasionnent souvent des bénéfices et des coûts externes considérables pour la société. Les systèmes de paiement pour services environnementaux offrent un outil permettant d'internaliser ces coûts externes et ainsi promouvoir une gestion durable.

La signification de la multifonctionnalité forestière, les interactions entre forêt et eau et les exigences pour une gestion durable des ressources naturelles constituaient les objets de deux journées de conférences sur le thème « Forêt et Eau ». La brochure expose une analyse approfondie des informations échangées entre les conférenciers et les participants. Elle aborde les aspects de la multifonctionnalité, de la gestion communautaire et institutionnelle et de la gestion intégrée des ressources naturelles. Une partie importante est consacrée à l'approche économique à la fois prometteuse et controversée des paiements pour services environnementaux.

### SOURCE

*L'eau et la forêt : gestion d'une interrelation. CDE Rapports Développement et Environnement no 19. S. Brüscheiler, U. Höggel, A. Kläy. Geographica Bernensia. 2004.*

*Le-dit rapport (document pdf) peut obtenu auprès de :  
infoservice@cde.unibe.ch*



## Institutionnaliser une gestion participative des ressources naturelles

Tel était le but d'un programme régional pour le développement durable mis en œuvre par le ministère mexicain de l'environnement entre 1996 et 2000. Les objectifs visaient la réduction de la pauvreté rurale, la promotion du bien-être social, ainsi que la diminution de la dégradation de l'environnement. L'ouvrage « *Of dreams and shadows* » retrace l'expérience de ce programme et rend compte de son évaluation au moyen d'une grille d'analyse de la politique participative. Jusqu'à quel point une institution gouvernementale peut-elle créer et gérer une planification régionale participative ? Cela requiert un changement de comportement fondamental au sein de la bureaucratie gouvernementale, difficilement opérable dans les six ans que dure généralement un mandat présidentiel. Les questions du temps et des interactions nécessaires à la remise en question, à l'assimilation et à la transformation au sein des instances gouvernementales sont ici analysés comme les étapes indispensables de « l'organisation apprenante ».

L'intérêt de cette approche réside dans sa considération pour les interactions entre les différents acteurs d'un tel programme, pour les réseaux sociaux des

uns et des autres, ainsi que la communication entre eux. Tous ces aspects sont indispensables à l'instauration d'un climat de confiance avec l'autorité locale légitimée dans l'application de la politique de développement durable participatif.

### SOURCE

*Of Dreams and Shadows: seeking change for the institutionalisation of participation for natural resource management.* Jutta Blauert and Kristina Dietz. Brighton, IDS, 2004. 60 p.  
[www.iied.org/docs/sarl/IIED\\_IP7\\_Mexico.pdf](http://www.iied.org/docs/sarl/IIED_IP7_Mexico.pdf)

## Les produits forestiers non ligneux en Afrique

Un programme de comparaison des produits forestiers non ligneux (NTFP) à travers le monde mené par CIFOR a abouti à trois publications d'études de cas sélectionnées par continent : Asie, Afrique, Amérique Latine. Pour l'Afrique surtout, la participation à cette analyse comparative a permis aux chercheurs de ce domaine de sortir de leur isolement et de considérer leurs études de cas dans une perspective globale.

L'intérêt pour les NTFP en général s'est accru au vu de leur rôle pour la subsistance (nourriture, revenus) des contrées rurales pauvres. En Afrique, la durabilité de ces ressources est fortement tributaire de l'application du droit à l'accès et à la propriété des terres, ainsi que de la diversification et de la dynamisation des économies locales. De plus, la grande diversité de NTFP et leur production dans des contextes écologiques et socio-économiques hautement variables rendent la question très complexe.

Par exemple, la plante *Harpagophytum* ou « griffe du diable », qui pousse dans la région du Kalahari, présente des propriétés anti-inflammatoires en cas d'ar-

thrite et de rhumatisme. L'étude a montré que si les conditions citées plus haut étaient prises en compte et les communautés locales mieux organisées, la récolte de cette plante pourrait se dérouler à long terme et fournir des bénéfices significatifs, sans engendrer une surexploitation de l'environnement.

### SOURCE

*Forest Products, Livelihoods and Conservation, Vol. 1: Asia.* Koen Kusters and Brian Belcher (eds.). CIFOR, 2004. 365 p.  
[www.cifor.cgiar.org/publications/pdf\\_files/Books/NTFPAsia/TOC-Chapter5.PDF](http://www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/Books/NTFPAsia/TOC-Chapter5.PDF),  
*Vol. 2: Africa.* Terry Sunderland and Ousseynou Ndoye (eds.). CIFOR, 2004. 333 p.  
[www.cifor.cgiar.org/publications/pdf\\_files/Books/NTFPAfrica/TOC-Chapter6.PDF](http://www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/Books/NTFPAfrica/TOC-Chapter6.PDF),  
*Vol. 3: Latin America.* (publication prévue)



*En Asie tropicale, le fruit sylvestre Durian (Durio zibethinus) joue un important rôle socio-économique, d'une part pour la consommation locale, et d'autre part pour l'exportation depuis qu'il est également produit en plantations*  
(Photo: J. Gasana, 2001)

## La fertilité du sol – un défi pour la recherche en Africaine

La destruction de sols fertiles demeure un des plus grands problèmes pour la production alimentaire dans l'Afrique sub-saharienne. Par le biais d'une approche globale, qui prend en compte non seulement les aspects physiques mais aussi socioéconomiques, les chercheurs de l'*African Network for Soil Biology and Fertility* cherchent des solutions. Le présent ouvrage comprend une série d'articles sur la gestion intégrée de la fertilité du sol, la biodiversité du sol, ainsi que sur la recherche participative et la mise en œuvre des résultats.

Outre la description de nombreux essais de terrain, il contient des contributions plus générales sur le rôle et l'orientation de la recherche. On y relève par exemple la difficulté d'intégrer la dimension socioéconomique dans la recherche, plus spécialement en Afrique justement. Or, pour que la recherche aboutisse à des résultats utiles, il est crucial d'étendre l'approche scientifique à cette dimension-là et d'impliquer davantage les paysans. Expériences à l'appui, il s'avère que la fertilité des sols est très fortement influencée par les réalités sociales et économiques. Souvent, en raison de contraintes très diverses, les paysans sont dans l'impossibilité d'exploiter les terres comme ils le souhaiteraient.

### SOURCE

*Managing Nutrient Cycles to Sustain Soil Fertility in Sub-Saharan Africa*. André Bationo (Ed.). Academy Science Publishers / Tropical Soil Biology and Fertility Institute of CIAT. Nairobi, 2004. 608 p.  
[www.ciat.cgiar.org/tsbf\\_institute/book\\_mgmt\\_nutri\\_cycles.htm](http://www.ciat.cgiar.org/tsbf_institute/book_mgmt_nutri_cycles.htm)

## La préservation d'une réserve forestière à partir du savoir indigène

La combinaison des services « globaux » rendus par les forêts et l'accomplissement des intérêts individuels représentent un défi commun en foresterie. A l'exemple d'une situation rencontrée en Equateur, la notion « d'échange » entre savoir traditionnel et savoir dit scientifique est présentée comme facteur de succès dans l'implantation de la première réserve forestière d'Equateur dirigée par une communauté locale.

La faculté de la forêt de « capturer le brouillard » a été étudiée et les résultats scientifiques ont démontré les effets profitables de la forêt sur le régime hydrique de la région, ce qui a mis en question la perception locale « utilitariste » de la forêt. Les communautés locales ont progressivement reconnu que les brouillards n'étaient pas seulement source de maladies et d'inconfort, mais alliés à la forêt et à la science ils pouvaient jouer un rôle primordial pour répondre à la demande d'irrigation des cultures de plaine. Issus du savoir local, les canaux traditionnels de communication orale, ainsi que les règles coutumières d'accès aux biens publics ont été mis à profit pour organiser la gestion de cette surface de bassin-versant désormais privatisée.

### SOURCE

*Synergy Between Traditional Ecological Knowledge and Conservation Science Supports Forest Preservation in Ecuador*. C. Dustin Becker, Kabita Ghimire. In: *Conservation Ecology*, vol. 8 (2003) no 1. 12 p.  
[www.ecologyandsociety.org/vol8/iss1/art1/](http://www.ecologyandsociety.org/vol8/iss1/art1/)

## Coopératives caféières : un succès grâce au commerce équitable

Le regroupement de petits producteurs de café dans des coopératives a été – et est encore – encouragé et soutenu financièrement par de nombreuses agences de coopération au développement et d'ONG. Dans son étude, l'auteure atteste que les coopératives sont généralement mieux positionnées sur le marché et ont un potentiel d'innovation plus élevé, sans compter que cette structure favorise la participation sociale et la prise de responsabilités par les membres. D'un autre côté, elle attire l'attention sur les dangers inhérents au subventionnement : manque d'identification au projet, profiteurs, lourdeur des structures organisationnelles internes.

Dans la deuxième partie de son ouvrage, à l'aide d'un exemple concret au Chiapas, l'auteure montre que les coopératives peuvent profiter dans une large mesure des revenus supplémentaires obtenus par le commerce équitable et la production biologique, à condition toutefois que leurs structures internes fonctionnent bien.

Dans les régions caféières du sud, l'amélioration des structures d'organisation des coopératives et les revenus supplémentaires réalisés par le commerce équitable peuvent contribuer à réduire la pauvreté. Afin de mieux tirer

profit de ce potentiel, l'auteure préconise une analyse plus en profondeur de l'histoire des échecs et des succès de coopératives. Pour contrer la surproduction globale et l'effondrement des prix, il faudrait par contre repenser le commerce international du café.

### SOURCE

*Coffee, Co-operatives and Competition: The Impact of Fair Trade.*  
Anna Milford. CMI Reports,  
R 2004: 6. Bergen, 2004. 83 p.  
[www.cmi.no/publications/2004/rep/r2004-6.pdf](http://www.cmi.no/publications/2004/rep/r2004-6.pdf)

*Séchage du café (grains) produit par la coopérative Solcafe, Matagalpa, Nicaragua. (Photo: Cyrill Rogger)*



## Edition

*InfoResources News* est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

*InfoResources* est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : InfoForest/Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

**Equipe de rédaction :**  
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

**Contact :**  
InfoResources  
Länggasse 85  
3052 Zollikofen  
Tel.: +41 31 910 21 91  
Fax: +41 31 910 21 54  
[info@inforesources.ch](mailto:info@inforesources.ch)  
[www.inforesources.ch](http://www.inforesources.ch)